



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 12 mars 2026

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOIS GASNIER (EARL DU)

Les Prés Gasniers
NUEIL SUR LAYON
49560 LYS-HAUT-LAYON

Références : 2026_03_03a rapport-complet EARL DU BOIS GASNIER

Code AIOT : 0006310492

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 3/03/2026 dans l'établissement BOIS GASNIER (EARL DU) implanté Les Garnières - NUEIL SUR LAYON - 49560 LYS-HAUT-LAYON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre du suivi des élevages relevant de la directive dite IED (émissions industrielles) et dans celui de l'action nationale "forage".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOIS GASNIER (EARL DU)
- Les Garnières - NUEIL SUR LAYON - 49560 LYS-HAUT-LAYON
- Code AIOT : 0006310492
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui.

Élevage de volailles dans un poulailler (poulets dindes) et élevage de génisses d'engraissement en bâtiment sur un second site.

Tous les effluents sont destinés à une unité de méthanisation collective hormis l'eau de lavage du poulailler. Le retour de digestat (solide et liquide) s'effectue au prorata des volumes exportés et dans le respect de l'équilibre de la fertilisation.

Thèmes de l'inspection : • AN26 Eau Ouvrage Agri Agro / Bref SA

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif,

mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	4 mois
10	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	4 mois
12	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	4 mois
13	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5-I	Sans objet
3	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
4	Préservation de la biodiversité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7	Sans objet
5	Propreté - Insectes - Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
6	Aménagement des locaux - Imperméabilité - Étanchéité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I	Sans objet
7	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
9	Installations électriques et techniques - Plans - FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
11	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Sans objet
14	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
15	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet
16	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Élevage très bien entretenu et aucun désordre majeur sur le fonctionnement de l'installation.

La protection du forage sera à améliorer et le compteur à poser permettra de déterminer avec précision le volume consommé.

Au niveau de la rétention des produits dangereux, il est vraisemblable que le tri des bidons soit suffisant pour la mise en rétention des récipients.

Les extincteurs sont à faire contrôler par votre prestataire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : Le poulailler est implanté conformément au plan initial et le projet de création des deux autres poulaillers est abandonné. Cette décision fait suite au refus bancaire et à votre choix de ne pas faire appel à un salarié ou à un associé. Au niveau des aménagements intérieur, il a été procédé à la mise en place de néons leds en lieu et place aux lampes leds. Une chaudière à biomasse est désormais en place et vous avez installé un nouveau mode de chauffage à eau chaude (2 rangées de tuyaux à ailettes sur toute la longueur du bâtiment) au-dessus des solins. Ainsi les radiants à gaz ont été ôtés et la bonbonne à gaz initiale est présente mais vide. Selon vos propos, cette dernière modification donne toute satisfaction avec des économies non négligeables et une qualité d'ambiance sans combustion à l'intérieur du poulailler. Le combustible est soit composé de bois plaquette, soit de myscanthus. Le rendement est similaire et votre choix se porte sur cette dernière solution. La surface nécessaire pour assurer un chauffage annuel du poulailler est d'environ 6-8 ha (ensilage). La chaudière (Hargassner) de 1.5 kg permet le maintien en température (70-75° C) d'un ballon d'eau chaude de 6 m³. Le local abrite une zone de stockage en quai (déchargement en remorque agricole) et une zone de chaufferie avec une alimentation à l'aide d'une vis sans fin. Le matériel est rustique et la quantité de cendres produites est assez réduite (valeur de 2 brouettes par an de mâchefer). Le projet initial étant abandonné, il va être procédé à la réduction de la capacité de l'installation et à la mise à la signature d'un arrêté d'enregistrement. Ainsi, votre installation n'est plus soumise au régime de l'autorisation et à la directive dite IED (émissions industrielles).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5-I
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de : - 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande ; cette distance peut être réduite à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation ; toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ; - 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation - en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ; - 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ; - 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - 50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel. En cas de nécessité et en l'absence de solution technique propre à garantir la commodité du voisinage et la protection des eaux, les distances fixées par le présent article peuvent être augmentées.
Constats : Les règles de distance vis-à-vis des habitations tiers, des cours d'eau et des ouvrages d'eau sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : La haie située au sud de la zone d'implantation dispose d'une strate arborée qui permet une intégration paysagère du poulailler. Le projet n'étant pas réalisé, la haie prévue au nord (compensation pour l'ouverture qui devait être pratiquée) n'a pas été mise en place et il existe un petit linéaire au-dessus du fossé (ronces). Le poulailler ainsi que les abords sont très bien entretenus et aucun désordre n'a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Préservation de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.
Constats : La haie située au sud ainsi que le point d'eau utilisé en réserve à incendie constituent une infrastructure agroécologique propice à une certaine biodiversité.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 5 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</p> <p>Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.</p>
<p>Constats : Le sas, la salle de repos et le poulailler sont entretenus correctement et aucun amas de poussières n'a été constaté. Au moment du vide sanitaire, l'entreprise GRELIER Alexandre - 79350 CLESSÉ, effectue un lavage puis une désinfection au pulvérisateur avant une thermo nébulisation par la Sté CTH. Le volume d'eau utilisé pour le lavage est d'environ 10 m³. La lutte contre les rongeurs est réalisée par un prestataire (CTH) et il n'a pas été constaté la présence de rongeurs et/ou de galeries. La lutte contre les insectes s'effectue au moment du vide sanitaire par vos soins et aucune infestation constatée. Selon vos propos, vous avez été confronté à la présence de ténébrions (lot de dindes) une fois et un traitement a été mis en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, » des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.</p> <p>À l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, « aux volières, » aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.</p> <p>Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.</p>
<p>Constats : Le sol du poulailler est en béton ainsi que les longrines et l'étanchéité est assurée. La canalisation des eaux de lavage située entre le poulailler et le fossé nord est commune à celle des eaux pluviales, mais il existe un regard en béton avec deux sorties possibles. Ainsi au moment du vide sanitaire, le bouchon de la conduite d'eau souillée est ouvert et celui des eaux pluviales fermé (2 bouchons dans le regard en béton). Les eaux de lavage sont dirigées vers la poche souple située à l'est du bâtiment. Le contrôle visuel de cet ouvrage ne montre aucune déperdition et elle dispose d'un volume très important (volume initialement prévu pour les trois poulaillers). La mise en place d'une clôture périphérique semble judicieuse pour ne pas avoir de risque de déchirement lié au passage des animaux de type sanglier et chevreuil. Les eaux du sas, de la douche et des wc sont dirigées vers une fosse septique (volume produit très réduit).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Accessibilité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
Constats : L'accès s'effectue aisément depuis l'axe routier et la zone empierrée est dimensionnée pour le passage de camion en tout temps. Sur la face Est, il existe un chemin empierré qui permet également, un accès sur cette face.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte

contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : La défense externe est assurée par un point d'eau (300 m ²) qui est alimenté en permanence par les eaux pluviales collectées sur le poulailler existant. Selon vos propos, le volume disponible est plus réduit en été, mais le volume exigé est présent. En cas de défaillance, il faudra prévoir une alimentation complémentaire. Les berges sont en bon état et une surveillance des rats est à prévoir, le cas échéant. L'extincteur présent (sas) est aisément accessible et l'entretien est en général effectué par votre assureur (GROUPAMA). La date du dernier contrôle n'est pas visible et il semble que l'entretien annuel n'a pas été effectué. Une action corrective est à prévoir avec les autres appareils présents sur le site bovin. L'affichage des numéros d'appel n'a pas été vérifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques. L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus. Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : Le contrôle des installations électriques est réalisé chaque année par la société SOCOTEC (août 2025) à la demande de votre assureur. Les factures de réparation sont à conserver pour justifier des éventuelles non-conformités. La chaudière à biomasse est également vérifiée annuellement par votre installateur (Neuvy Bouin 79).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Stockage et rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. I. Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou

dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.

L'exploitant veille au bon état des rétentions.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

II. Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;
- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.

Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1^{er} novembre 2022.

Constats :

Le groupe électrogène dispose d'un réservoir double paroi et aucun désordre constaté.

Les produits dangereux sont partiellement en rétention au niveau du sas. Il a été constaté la présence de deux bacs contenant des bidons et selon vos propos certains contiennent des suppléments pour dindes ; Ces produits peuvent ne pas être mis en rétention.

À l'inverse, il existe des bidons en cours d'utilisation qui ne disposent pas de rétention. Les produits disposant d'un étiquetage de danger (arbre mort, poisson mort, etc) sont à mettre en rétention. Les fiches de données de sécurité constituent également des données de danger pour classer les bidons. Une fois les suppléments ôtés des bacs, le volume nécessaire sera peut-être suffisant pour entreposer les bidons dans de bonnes conditions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17

Thème(s) : Élevage, Pollution

<p>Prescription contrôlée : Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.</p> <p>Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L.211-2 du Code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p>
<p>Constats : L'approvisionnement en eau s'effectue depuis le réseau public hormis pour le lavage du poulailler, l'élevage de bovins d'engraissement et pour le remplissage du pulvérisateur. Les volailles disposent de 5 lignes d'eau (pipettes et bols récupérateurs) et l'enregistrement du volume consommé s'effectue tous les jours. Le volume est estimé en moyenne à 150 m³ par lot.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L.214-3 du Code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L.214-18 du même code.</p>
<p>Constats : Le forage n'est pas équipé d'un compteur et il faudra le poser en amont des deux sorties (1 poulailler et 1 élevage bovins) présentes dans la buse en béton couverte. Au niveau du sas du poulailler, il existe des vannes par arrivée et des clapets anti retour. Ainsi, l'eau du forage n'entre pas en contact avec celle du réseau public. Un système de traitement est mis en place sur toute l'eau distribuée, hormis celle issue du forage et qui est utilisée pour le lavage (environ 10 m³ par lavage). Il est à noter que l'eau du forage est traitée lorsqu'elle est destinée à l'abreuvement. Une fois le compteur posé il faudra mettre en place l'enregistrement de la consommation mensuelle de l'ouvrage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 13 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé</p>
<p>Constats : La protection de la tête de forage est composée d'une buse en béton avec un couvercle et le niveau du tubage est supérieur à celui du terrain naturel. Cette protection sera à compléter par la mise en place d'une margelle en béton de 0,3 m de hauteur et dont les pentes permettent l'écoulement vers l'extérieur. La surface de cette dalle doit être de 3 m².</p>

L'ouvrage est ancien et il dispose d'une profondeur supérieure à 10 m et il relève du Code minier. À ce titre, il faut régulariser cette déclaration à l'aide du site DUPLOS (bureau de recherches géologiques et minières) qui vous attribuera un numéro dit BSS (Banque du Sous-Sol). Une copie de cette fiche sera à transmettre par messagerie (ddpp-envi@maine-et-loire.gouv.fr) ainsi qu'un cliché du compteur avec la margelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 14 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
Constats : Le poulailler est équipé de gouttières et de descentes de gouttières en bon état et il n'a pas été constaté de dégradation des abords du bâtiment. Un entretien est à prévoir sur la face est, car il existe des amas de végétation dans la gouttière. Le mélange entre les eaux de lavage souillées et l'eau de pluie est possible (portion de canalisation commune) toutefois il existe deux bouchons dans un regard en béton. Lors du lavage, l'eau est dirigée vers la poche de stockage à l'aide du bouchon colmatant le tuyau d'évacuation de l'eau de pluie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
Constats : Aucun rejet direct d'effluent constaté dans les eaux souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux effluents aboutissant à des produits normés ou homologués. Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit. L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5. Les effluents bruts d'élevage peuvent notamment être traités : - dans une station de traitement dans les conditions prévues à l'article 28 ; - par compostage dans les conditions prévues à l'article 29 ; - sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l'article 30 ; - pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA).
Constats : L'eau de lavage du poulailler est épandue sur les terres d'exploitation, tandis que le fumier des volailles et des bovins est destiné à l'unité de méthanisation de VIHIERS. Les enregistrements d'arrivée (digestat solide et liquide) et de départ seront contrôlés après réception de l'état récapitulatif.
Type de suites proposées : Sans suite